

Gaza, au bord du précipice

PAR THOMAS CANTALOUBE

ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 28 JANVIER 2018



Gaza est trop souvent décrite comme une « prison à ciel ouvert ». Il s'agit plus d'un exercice de punition collective massive © Thomas Cantaloube

Des responsables militaires israéliens ont récemment tiré la sonnette d'alarme en avertissant que la bande de Gaza était « *au bord d'un effondrement complet* », en raison de la détérioration des conditions sanitaires, sociales et économiques. Après dix ans de blocus, c'est en effet le désespoir qui domine. « *Nous souffrons de ne jamais pouvoir envisager le futur* », dit une habitante. Reportage dans la bande de Gaza.

Gaza, de notre envoyé spécial.- Quand on lui annonce que nous avons l'intention de nous rendre dans la bande de Gaza, le porte-parole du gouvernement israélien soupire, puis nous répond calmement : « *Comme vous voulez... Vous allez voir beaucoup de misère et de souffrance. Mais n'oubliez pas : c'est leur responsabilité. Les habitants de Gaza ont choisi le parti de la violence et des terroristes. Nous ne pouvons pas l'accepter et nous devons nous défendre.* »

Quelques jours plus tard, nous franchissons le *checkpoint* d'Erez, immense édifice de béton et d'électronique qui évoque la paranoïa déshumanisée des installations militaires américaines en Irak ou en Afghanistan dans les années 2000. Après un long tunnel de grillage, nous émergeons côté palestinien, dans cette bande de Gaza grande comme trois fois Paris intra-muros, peuplée de deux millions d'habitants cloués sur place, sans possibilité aisée de sortir de ce territoire depuis plus de dix années, lorsque le Hamas en a pris le contrôle en 2007.

On traverse d'abord quelques champs cultivés (oliviers, fraises, haricots verts...) avant d'atteindre les premiers bâtiments, qui occupent la quasi-totalité de la surface de Gaza, en faisant un des lieux les plus densément peuplés de la planète. Bien sûr, l'ambiance n'est pas riante, on imagine d'autres endroits pour faire du tourisme : le gris parpaing des immeubles mal finis, les nombreuses charrettes tirées par des ânes, les rues secondaires en terre constellées d'ornières.

Mais la vie suit son cours, résiliente. Et tant qu'on n'adresse pas la parole aux Gazaouis pour leur demander comment va leur existence, l'illusion se maintient d'être dans n'importe quelle ville pauvre du monde arabe. Il y a des souks, des hôtels, des restaurants, des banques, des embouteillages, les vagues de la Méditerranée qui s'écrasent sur les plages de sable.

Les premières fissures dans ce tableau apaisé surgissent très vite. On observe les pêcheurs qui larguent les amarres et s'éloignent du port en fin de soirée. Ils naviguent sur deux ou trois kilomètres en mer, puis coupent les moteurs pour lancer leurs filets. Normal, ils ne peuvent pas s'aventurer au-delà : leur zone de pêche est restreinte en moyenne à cinq milles marins (9 km).

Nous avons ensuite rendez-vous avec un officiel au treizième étage d'un immeuble : il faut attendre son arrivée, puis qu'un agent de sécurité démarre le générateur diesel, et tout le monde s'entasse dans la cage d'ascenseur. En quittant les lieux, on descend les treize étages à pied avec une lampe de poche. Mi-janvier 2018, le rythme d'approvisionnement en électricité est le suivant : quatre heures de courant, suivies par douze heures de *black-out*. Parfois, s'il y a six ou sept heures de courant par jour, c'est

Byzance. Quand l'électricité arrive dans les foyers, tout le monde se chamoie aimablement pour filer à la douche et bénéficier d'eau chaude.



Le port de Gaza, autrefois source de beaucoup de revenus, désormais contraint par les limites de pêche imposées par les Israéliens © Thomas Cantaloube

L'essentiel de l'eau qui circule dans les tuyaux (95 % selon l'Organisation mondiale de la santé) est impropre à la consommation humaine. Lorsqu'on se brosse les dents, un arrière-goût colle aux gencives. Se baigner dans la mer revient à nager à la sortie des égouts, puisque le système de traitement des eaux usées est en carafe depuis des mois...

Début 2018, les services de sécurité israéliens (armée et renseignements) ont tiré la **sonnette d'alarme** auprès de leur gouvernement : « *Gaza est au bord d'un effondrement complet* », ont-ils averti. Ce qui, dans le langage de ces responsables, laisse présager que les conditions socioéconomiques désastreuses de la bande pourraient bien provoquer un soulèvement, une nouvelle intifada, une offensive armée des extrémistes religieux, bref, ils ne savent pas vraiment quoi, mais cela ne sent pas bon du tout.

Il y a déjà eu trois guerres à Gaza en dix ans et les Israéliens ne souhaitent désormais rien tant que préserver le *statu quo*. Donc, du point de vue de ces dirigeants chargés de la sécurité de leur pays, il vaudrait mieux s'arranger pour que la cocotte-minute gazaouie ne leur explose pas à la figure en relâchant la pression.

Malheureusement, ces paroles raisonnables ne sont guère écoutées par la majorité des Israéliens aujourd'hui. Il y a ceux qui rappellent ironiquement que les médias annoncent depuis douze ans « ***L'effondrement de Gaza*** » sans que cela ne se produise. Il y a ceux qui désirent la confrontation et se réjouissent de la situation. Et puis il y a surtout l'indifférence face au sort des Gazaouis. « *Si ces*

gens veulent vivre normalement, ils n'ont qu'à se débarrasser du Hamas. » Tel est le refrain que l'on entend souvent en Israël.

Jusqu'en 2005, la situation de Gaza n'était guère différente de celle du reste de la Cisjordanie sur le plan de la circulation des personnes. Puis le premier ministre Ariel Sharon a annoncé le retrait des 8 000 colons qui vivaient sur place, les islamistes du Hamas ont remporté (à la régulière) les élections palestiniennes de 2006 et, l'année suivante, ils ont pris le contrôle total de la bande de Gaza, à la suite d'une confrontation avec l'Autorité palestinienne installée à Ramallah (Cisjordanie).

Depuis cette date-là, Israël a isolé Gaza à coups de barbelés, de miradors, de murs de béton et de *checkpoints*. Le seul point de passage avec un pays tiers, l'Égypte, est celui de Rafah, au sud, et il est rarement ouvert, encore moins depuis le coup d'État du maréchal al-Sissi de 2014.

« Sortir à tout prix d'ici pour vivre ailleurs »

On a coutume de parler de Gaza comme d'une « *prison à ciel ouvert* », mais c'est un cliché insidieux. Dans toute démocratie digne de ce nom, les prisonniers ont été jugés et reconnus coupables. Or le seul crime de l'immense majorité des Gazaouis est d'être nés palestiniens sur cette langue de terre côtière. « *Pour deux millions d'habitants, il y a peut-être 10 000 extrémistes ou terroristes. Nous sommes tous condamnés pour les actes de quelques-uns* », souligne Youssef Nateel, un cinéaste d'une trentaine d'années. Il fait référence aux branches armées du Hamas ou du Djihad islamique, qui envoient occasionnellement des missiles sur Israël ou commettent des attentats-suicides. Gaza n'est donc pas tant une prison qu'un exercice de punition collective massive.

Depuis 2012, Youssef Nateel a déposé chaque année quatre à cinq demandes de permis de sortie de Gaza pour présenter ses films documentaires dans des festivals, ou afin de se rendre à une formation aux États-Unis pour laquelle il avait obtenu une bourse. Elles ont toutes été refusées. Sans aucune explication. « *Les Israéliens n'ont pas à se justifier* », souffle-t-

il. Il sait seulement qu'il a le mauvais âge, le mauvais sexe, le mauvais pedigree du point de vue de l'appareil sécuritaire israélien : celui d'un terroriste en puissance.



Le documentariste Youssef Nateel se sent assigné à domicile © Thomas Cantaloube

Youssef est donc cloîtré à Gaza, relié au reste du monde par Internet, grâce auquel il se forme lui-même avec des tutoriels en ligne. « *Je veux progresser en tant que cinéaste, je veux grandir en tant qu'artiste, je veux me confronter au reste du monde, mais cela m'est interdit. Je ne compte plus toutes les opportunités que j'ai ratées. Ces dix dernières années ont été gâchées. Désormais, je n'ai plus qu'une seule aspiration : sortir à tout prix d'ici pour vivre ailleurs et ne pas gâcher la prochaine décennie.* »

Une de ses amies, Yasmine Dawas, a plus de chance. Façon de parler. Toute récente diplômée de médecine, elle a trouvé du travail un jour par semaine dans un hôpital de Jérusalem pour traiter des enfants victimes de malformations cardiaques. En tant que jeune femme employée en Israël, elle peut obtenir un permis de sortie pour s'y rendre. Mais elle doit le renouveler chaque mois.

À la mi-janvier, elle reçoit un message sur son téléphone lui annonçant que son prochain permis durera trois mois. Elle saute de joie ! Puis elle lit les détails : elle n'a le droit de franchir les *checkpoints* que le mardi, jour où elle travaille. Les larmes lui montent aux yeux, elle détourne le regard. Là encore, nulle explication. C'est comme ça, c'est la règle israélienne.

Quand elle franchit le *checkpoint* pour se rendre à son travail, elle n'a le droit de rien emporter avec elle : pas de cosmétiques, pas de brosse à dents. Un jour, elle avait oublié un bâton de rouge à lèvres au fond de sa poche. Il lui a été confisqué et elle a dû plaider pour ne pas voir son permis annulé.

Malgré cela, Yasmine et Youssef s'estiment mieux lotis que la plupart des Gazaouis : leurs familles sont relativement aisées, ils ont pu faire de bonnes études, ils possèdent des réseaux à l'étranger. Mais la plupart de leurs concitoyens subissent le chômage et la précarité. Le taux officiel de chômage s'élève à 47 % et il grimpe à 60-65 % pour les jeunes diplômés. C'est un paradoxe de Gaza : le taux d'alphabétisation des moins de 24 ans **dépasse les 99 %**, les universités sont ouvertes et de bon niveau, mais une fois leur cursus terminé, les diplômés sont cantonnés à un territoire exsangue, coupé du reste du monde.

En 2012, l'UNRWA, l'agence des Nations unies chargée des réfugiés palestiniens, nombreux à Gaza, avait publié **un rapport** dont le titre s'affichait poliment interrogatif, même si la réponse était négative : « *Gaza sera-t-il vivable en 2020 ?* » Aujourd'hui, les instances internationales, les ONG et même certains responsables israéliens se demandent s'il ne faudrait pas avancer la date de deux ans, c'est-à-dire envisager que Gaza ne soit plus vivable fin 2018. Aux problèmes d'eau, d'électricité ou de chômage précédemment évoqués s'ajoutent une véritable crise sociale et psychologique, ainsi que les évolutions politiques récentes, qui obscurcissent encore davantage les perspectives des Gazaouis.



Lubna Beseisso s'inquiète du délitement du tissu social en raison du stress et des traumas imposés à la population © Thomas Cantaloube

Responsable de projets dans une ONG d'assistance psychologique, Lubna Beseisso observe le tissu social se détériorer jour après jour. « *Quand nous entendons le tonnerre, la plupart d'entre nous sursautons en imaginant que c'est un nouveau bombardement. Nous sommes traumatisés par les guerres, mais aussi par le blocus, l'enfermement, la division politique*, explique-t-elle posément, s'incluant parfois dans les cas qu'elle

décrit. *Les gens ne peuvent pas vivre dans un état de stress perpétuel sans que cela n'affecte la société dans son ensemble.* »

Les disputes intrafamiliales, la violence, la dépression, tout cela est en hausse constante. Il y a désormais des sans-abri à Gaza, phénomène inconnu il y a encore quelques années du fait des solidarités. « *La semaine passée, nous avons recensé un crime inédit dans l'histoire palestinienne : une femme a tué son mari puis l'a démembré. Ici, les gens avaient l'habitude de se préoccuper les uns des autres. Nous avons bien entendu toujours eu des vols, des meurtres ou de la violence dans les familles, mais jamais dans de telles proportions ni avec une telle agressivité. Le tissu social est en train de se déchirer.* »

« Gaza est un véritable chaos politique »

D'après **une étude scientifique** sur les troubles psychologiques au Moyen-Orient publiée début 2017, les Palestiniens figurent au premier plan de toutes les populations de la région en matière de « *désordres mentaux* ». Le lien est directement établi entre ces perturbations et le demi-siècle de violence et de conflits, l'occupation israélienne et la répression qui l'accompagne. « *Outre les différents symptômes de stress post-traumatique ou liés aux angoisses quotidiennes, nous souffrons de ne jamais pouvoir envisager le futur, s'attriste Lubna Beseisso. Nous avons appris depuis notre enfance à ne pas planifier notre avenir.* » Ce qu'Ayah al-Wakil, une jeune juriste, résume ainsi : « *Nous essayons de ne jamais espérer trop car nous ne voulons pas être déçus.* »

Une des rares choses qui semblent fonctionner correctement et avec régularité à Gaza est Internet, seul véritable lien avec l'extérieur pour la plupart des Gazaouis. Mais là encore, par la grâce ubiquitaire des autorités israéliennes, Gaza est interdite de réseau téléphonique 3G (la Cisjordanie vient juste d'être autorisée à déployer cette technologie vieille d'une décennie...). « *Nous ne voyons que rarement des étrangers ou d'autres cultures, nous appréhendons le monde au travers des réseaux sociaux,* constate

tristement Ayah al-Wakil. *Mais bien évidemment, ce n'est pas comparable : un pan de l'expérience humaine nous est ôtée.* »

Assis derrière son bureau de responsable de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Gaza, Mahmoud Daher cache ses yeux derrière ses lunettes. Après avoir passé en revue la longue liste des problèmes économiques et sanitaires qui affectent la bande de terre (à laquelle il faut ajouter, en plus de ceux déjà mentionnés, la pénurie de nombreux médicaments ou la dépendance à l'aide internationale de 80 % de la population), il assène avec la force de l'évidence : « *Le problème de Gaza est de nature politique, il n'y a pas de solution médicale ou financière.* »



Gaza est trop souvent décrite comme une «prison à ciel ouvert». Il s'agit plus d'un exercice de punition collective massive © Thomas Cantaloube

La récente prise de position de l'administration Trump sur le statut de Jérusalem, et plus généralement son soutien sans ambages au gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu, ont achevé de doucher les maigres espoirs qui subsistaient parmi la population palestinienne.

De surcroît, la « **réconciliation** » annoncée fin septembre 2017 entre le Fatah du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et le Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, semble au point mort. Il y a eu quelques visites des autorités de Ramallah et la prise de contrôle des *checkpoints* par les policiers palestiniens, mais aucune autre avancée. Les Gazaouis, qui espéraient l'injection d'argent frais ou un assouplissement du blocus israélien, ont déchanté et, aujourd'hui, ils perçoivent cela comme une déception de plus.

« *Gaza est un véritable chaos politique,* résume Khalil Shahin, directeur du Centre palestinien pour les droits de l'homme. *Nous subissons un régime*

politique unique au monde en étant gouvernés par trois entités et demie. Il y a d'abord Israël, qui contrôle tous les détails de notre vie quotidienne. Il y a ensuite l'Autorité palestinienne, dont nous dépendons théoriquement mais qui ne fait pas grand-chose. Il y a le Hamas, qui régent ce qu'il peut, principalement la sécurité interne et l'économie locale. Et enfin, pour une demi-part, la communauté internationale au travers des ONG, des programmes d'aide et de l'ONU. »



© UNRWA-Creative Commons

Les Israéliens ont pris l'habitude de blâmer le Hamas (qui, avant de prendre le contrôle du territoire par les armes en délogeant l'Autorité palestinienne, avait remporté les élections libres) pour tous les maux de Gaza. Le mouvement islamiste, à la fois politique et militaire, est effectivement responsable de nombreuses attaques contre les Israéliens qui ont fait des dizaines de morts. Il exerce également un « *monopole sur la corruption* », comme le confie l'un de nos interlocuteurs, en taxant les produits qui rentrent à Gaza ou en organisant les trafics clandestins.

Il fait également peser une certaine pression sur la société en s'efforçant de faire taire tous ceux qui ont la parole un peu trop critique. « *On ne parle pas du Hamas en public et on fait attention à ce que l'on poste sur les réseaux sociaux, dénonce un militant anticorruption, sinon ses miliciens débarquent chez vous au petit matin...* » Pour autant, Gaza ne vit pas sous une chape de plomb islamiste. Les appels à la

prière n'ont pas plus d'adeptes ici qu'en Cisjordanie et les femmes qui le souhaitent se promènent sans foulard sur les cheveux (même si elles sont rares).

« L'occupation est la matrice de toute la situation »

Mais le Hamas est usé par ses dix années de pouvoir, qui ont vu la situation se détériorer. Même Ahmed Yousef, l'ancien conseiller politique du leader du Hamas Ismaël Haniyeh, l'avoue sans détour : « *La population espérait beaucoup de la réconciliation entre le Fatah et le Hamas, mais elle est mal engagée. Les gens attendent de nouveaux dirigeants. Le Hamas porte sa part de responsabilité dans la situation présente, mais elle est moindre que celle d'autres acteurs.* »

Au premier rang figure le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, dont toute la stratégie depuis 15 ans a été lentement déjouée par Netanyahu et annihilée brusquement par Trump. L'Égypte aussi, qui pourrait offrir un ballon d'oxygène pour Gaza l'asphyxiée mais préfère, au contraire, lui appuyer sur la glotte en laissant le passage de Rafah presque tout le temps fermé et en collaborant avec les Israéliens. « *Personne ne nous épargne, personne ne fait preuve de compassion à notre égard* », commente Ahmed Yousef, résigné.

Si le Hamas, l'Autorité palestinienne, l'Égypte ou parfois les pays occidentaux sont critiqués par les Gazaouis, tout ce beau monde n'arrive que loin derrière, en seconde place sur le podium des griefs. Personne à Gaza n'est disposé à absoudre Israël de son écrasante responsabilité. Car c'est bien l'État hébreu qui est la puissance occupante, qui contrôle les flux des

marchandises et des personnes, qui restreint les faibles marges de liberté des Gazaouis et qui impose sa loi d'une main de fer dans un gant d'épines.



Akram Abu Khosa continue d'essayer de vivre de sa terre et de résister en tentant d'exporter ses fraises © Thomas Cantaloube

Un responsable de l'ONU à Gaza, qui préfère rester anonyme pour parler en toute franchise, résume l'équation ainsi : *« Pas d'occupation signifie pas d'intifada et donc pas de mesures de rétorsion, donc pas de souffrance. »* Puis il poursuit : *« On peut blâmer de nombreux acteurs locaux et internationaux pour leur inefficacité, leur corruption, leur incompétence, leur idéologie ; on peut débattre sur ce qui a surgi en premier de l'intifada ou des représailles, à la manière du litige sur la poule et l'œuf ; mais ce ne sont que des conséquences de l'occupation, qui est la matrice de toute la situation. »*

Lorsqu'il cesse de parler, ce haut fonctionnaire onusien ramasse quelques livres qui traînent et essaie de faire tenir cette petite pile en équilibre sur le bord de sa table de travail. Après de méticuleux ajustements, il y parvient. Il relève alors la tête vers nous et annonce : *« Gaza est ainsi : toujours au bord du précipice. Un seul mouvement peut tout faire basculer. Les Israéliens déploient beaucoup de ressources en matière de sécurité et de renseignements pour maintenir Gaza en équilibre au bord de l'abîme. »*

Avant de regagner le *checkpoint* d'Erez pour faire ce que la plupart des Palestiniens ne peuvent pas effectuer, à savoir quitter cette enclave par la porte,

on s'arrête chez un agriculteur dont les champs et les serres touchent presque le mur de séparation entre Israël et Gaza. La fraise de Gaza possède une petite réputation. Elle est effectivement délicieuse : riche en goût et juteuse. Akram Abu Khosa a dû reconstruire plusieurs fois ses serres, fréquemment détruites lors des incursions des soldats israéliens, faire une croix sur différentes récoltes pour les mêmes raisons, mais il persiste dans son maraîchage, comme le faisait son père avant lui.

Aujourd'hui, son principal marché se situe à Gaza même, bien que cela lui rapporte moins que les exportations vers les pays du Golfe, qui comptent parmi ses clients. *« Pour exporter, il faut que je récolte les fraises un peu en avance, mais pas trop afin de conserver un bon produit. Une fois que je les ai mises en barquette, elles doivent arriver chez les marchands en trois jours maximum. Le problème, c'est que je ne sais jamais si les Israéliens vont me laisser passer le checkpoint. Ils me connaissent et j'ai un permis d'exportation, mais c'est la loterie à chaque fois. Si mon camion est bloqué plus de 24 heures au poste de contrôle, c'est foutu, je perds ma cargaison. »*

Selon Khalil Shahin, du Centre palestinien pour les droits de l'homme, depuis dix ans, moins de 5 % des exportations de Gaza ont été autorisées à sortir de la bande. Akram Abu Khosa continue malgré tout de tenter régulièrement sa chance avec une partie de sa récolte de fraises. Pour continuer à vivre de sa terre bien sûr, mais aussi par obstination. Afin de montrer aux Israéliens qu'il ne se laissera pas abattre malgré leur volonté de maintenir Gaza au bord du précipice. Trop pauvre et soumis pour se révolter, mais pas assez pour ne plus rien avoir à perdre que ses larmes et son sang.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.